



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/43/621  
S/20195  
20 septembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-troisième session  
Points 23, 72, 130, 131 et 137 de  
l'ordre du jour provisoire\*  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA  
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE  
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS  
ENTRE ETATS  
PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE  
LA PAIX ET LA SECURITE DE  
L'HUMANITE  
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU  
BON VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-troisième année

Lettre datée du 19 septembre 1988, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, pour votre information, un mémorandum publié le 18 août 1988 par S. E. Son Sen, Ministre, membre du Comité de coordination pour la défense nationale du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, commandant en chef de l'armée nationale du Kampuchea démocratique, sous le titre "Pourquoi les autorités de Hanoi et leurs alliés sont-ils si virulents dans leur campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants?".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du mémorandum ci-joint comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23, 72, 130, 131 et 137 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) THIOUN Prasith

\* A/43/150.

ANNEXE

Mémoire publié le 18 août 1988 par le Ministre, membre du Comité de coordination pour la défense nationale du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, commandant en chef de l'armée nationale du Kampuchea, sous le titre "Pourquoi les autorités de Hanoi et leurs alliés sont-ils si virulents dans leur campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants?"

Depuis plus de deux mois, les dirigeants de Hanoi et leurs alliés, proches ou lointains, soulèvent le prétendu "problème des Khmers rouges" et le "problème des dirigeants du Kampuchea démocratique". Ils ont soulevé cette question inlassablement dans le cadre de la propagande qu'ils mènent ouvertement ou de façon insidieuse. Spécifiquement, ils ont posé comme condition au retrait des forces d'occupation vietnamiennes du Kampuchea l'élimination du Kampuchea démocratique et de ses dirigeants.

Cette campagne de diffamation menée contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants par les autorités de Hanoi et leurs alliés n'est pas chose nouvelle. Elle a eu lieu au cours des années 70, avant l'invasion du Kampuchea par le Viet Nam, et s'est poursuivie pendant l'occupation du Kampuchea par les forces vietnamiennes.

On peut se demander pourquoi cette campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants est aussi virulente. Cette question se pose d'autant plus que le Viet Nam est un pays qui, si l'on considère son étendue géographique, sa population et ses forces armées, a plusieurs fois la taille du Kampuchea démocratique. En outre, le Viet Nam a envahi le Kampuchea, qu'il occupe depuis près de 10 ans maintenant, et constitue toujours une grave menace pour le Sud-Est asiatique. En revanche, le Kampuchea démocratique est un pays petit, faible, à peine peuplé, qui ne menace personne et qui est toujours sous l'occupation vietnamienne. Dans ces conditions, pourquoi les dirigeants de Hanoi et leurs partisans s'acharnent-ils à mener cette campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants?

Il y a à cela plusieurs raisons qui sont les suivantes :

I. Quelles sont les raisons qui ont conduit les autorités de Hanoi et leurs alliés à mener une campagne aussi virulente et aussi systématique contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants?

La seule raison est que le Kampuchea démocratique et ses dirigeants constituent l'obstacle majeur à l'annexion du Kampuchea par les autorités de Hanoi. Avant même leur invasion du territoire kampuchéen, fin décembre 1978, les autorités de Hanoi n'avaient pas réussi à annexer le Kampuchea et cela malgré leurs manoeuvres de réduction et leurs duperies, leurs tentatives d'assassinat et de coup d'Etat, leurs attaques militaires dans les eaux territoriales et sur les îles du Kampuchea, ainsi que leurs actes d'agression et leurs violations de la frontière orientale du Kampuchea. Après environ 10 années d'occupation militaire, le rêve des autorités de Hanoi d'annexer le Kampuchea ne s'est pas, tant s'en faut,

matérialisé. Au contraire, leur guerre d'agression traîne en longueur. Sur le champ de bataille, la situation s'enlise de plus en plus, au Viet Nam même les difficultés s'amoncèlent, et sur la scène internationale, le Viet Nam se trouve extrêmement isolé.

Incapables d'annexer le Kampuchea, les autorités de Hanoi voient leur plan de création d'une petite, puis moyenne et grande "Fédération indochinoise" également compromis et voué à l'échec.

Voilà pourquoi ils ont inventé des prétextes pour accuser le Kampuchea démocratique et ses dirigeants, comme l'avait fait Hitler. On se rappellera, en particulier, l'incident de Sarajevo qui a servi de prétexte au déclenchement de la première guerre mondiale, ainsi que la politique de "l'espace vital" d'Hitler, qui a motivé la conquête et l'annexion de la Rhénanie, des Sudètes, de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, puis enfin de "Munich" qui a précipité la deuxième guerre mondiale. Après l'annexion des territoires stratégiques de la Rhénanie, du territoire des Sudètes, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, Hitler et Mussolini ont forcé Chamberlain et Daladier à signer à Munich en 1938 un traité de soumission. Ce sont là des faits historiques. Ainsi, "Munich" est l'événement qui a ouvert la voie à Hitler, le laissant libre de déclencher la deuxième guerre mondiale.

Le Kampuchea démocratique et ses dirigeants n'ont pas accepté, quant à eux, de plier le genou devant les Vietnamiens ni de céder à leurs menaces, malgré leurs attaques sur les îles, dans les eaux territoriales et à la frontière orientale, malgré les nombreuses tentatives de coup d'Etat, et malgré l'invasion et l'occupation du territoire. Ils ont surmonté les obstacles de tous ordres, partageant le sort du peuple et de la nation kampuchéens, pour le meilleur et pour le pire, et menant la lutte armée. Cette lutte a placé l'agresseur vietnamien dans une situation désespérée, et cela dans tous les domaines. De ce fait, la stratégie de Hanoi qui consiste à annexer le Kampuchea et à créer une petite, moyenne et grande Fédération indochinoise se heurte à un obstacle majeur. Pour éliminer cet obstacle, les autorités de Hanoi se sont livrées à l'égard du peuple kampuchéen à un véritable génocide, comme Hitler à l'égard des Juifs avec sa politique dite de "pureté de la race aryenne", et ils ont essayé de fabriquer un nouveau "Munich" à propos du problème du Kampuchea, afin d'éliminer le Kampuchea démocratique et ses dirigeants. Ils vont chercher à créer un deuxième ou un troisième "Munich", comme ils l'ont fait au sommet du Mouvement des pays non alignés à La Havane. D'ores et déjà, ils mobilisent leurs alliés en vue de créer un nouveau "Munich" en s'inspirant de la rencontre de La Havane. Bien entendu, ils vont essayer de trouver leur "Chamberlain", leur "Daladier" et leur "Pétain (Vichy)", à propos du problème du Kampuchea.

Les agresseurs et leurs alliés d'hier et d'aujourd'hui sont les mêmes. Ils suivent la même démarche politique. Ils inventent des prétextes et tendent des pièges. Ils essaient de provoquer des réunions comme celle de Munich. Ils utilisent la menace pour faire céder les autres peu à peu à leurs exigences, atteindre leurs objectifs ou satisfaire leurs ambitions politiques.

En réalité, obtenir, en cette fin du XXe siècle, que l'histoire se répète d'une manière conforme à leurs vœux n'est pas, pour les dirigeants de Hanoi, tâche aisée.

Les peuples et les pays du monde ont, dans leur écrasante majorité, tiré de nombreuses leçons, soit de l'histoire mondiale, soit de leur propre expérience au cours de la lutte qu'ils ont menée pour obtenir l'indépendance et s'affranchir du colonialisme et du néo-colonialisme. Forts de telles leçons, ils ne sont pas prêts à laisser les agresseurs vietnamiens créer impunément un deuxième ou un troisième "Munich" et ils n'ont certainement pas l'intention de céder, comme Chamberlain, Daladier et Pétain, à la duperie, à la coercition et à la menace des agresseurs vietnamiens.

Personne n'ignore à l'heure actuelle que la cause profonde du problème kampuchéen est l'agression et l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam. L'opinion mondiale connaît également la stratégie politique de Hanoi à l'égard du Kampuchea, le plan du Viet Nam qui consiste à créer une petite, moyenne et grande Fédération indochinoise, son occupation continue du Kampuchea depuis fin décembre 1978 et ses manoeuvres politiques et diplomatiques. Aussi, les gens n'ont-ils aucun mal à comprendre pourquoi les autorités de Hanoi sont si virulentes dans leur campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants.

**II. Dans leur campagne de diffamation contre le Kampuchea démocratique et ses dirigeants, quelle est la théorie appliquée par les autorités de Hanoi? La population les croit-elle ou non?**

Les agresseurs vietnamiens se heurtent à des difficultés inouïes sur les champs de bataille du Kampuchea et du Viet Nam même et ils sont très isolés sur le plan international. Pourtant, ils cherchent à impressionner. Ils ont été jusqu'à proférer avec arrogance des menaces contre d'autres pour les obliger à céder à leurs exigences. Cependant, les faits montrent que même une superpuissance comme l'Union soviétique qui, après la "victoire" prématurée du Viet Nam dans son agression et son occupation du Kampuchea, a essayé de suivre cet exemple en envahissant l'Afghanistan, s'est embourbée dans ce pays, les troupes soviétiques ayant été tenues en échec par la lutte menée par le peuple afghan. Quant aux troupes vietnamiennes, elles ont elles aussi été tenues en échec par la lutte du peuple kampuchéen. Leur guerre éclair au Kampuchea, à laquelle elles espéraient mettre fin en un ou deux mois, traîne en longueur depuis près d'une dizaine d'années et, en fait, cette guerre se poursuit sans relâche. Ces deux exemples - l'Union soviétique en Afghanistan et le Viet Nam au Kampuchea - montrent clairement qu'à la fin du XXe siècle, une grande puissance ou un grand pays ne peut plus compter sur ses forces pour envahir et occuper selon son bon plaisir un autre pays. S'ils peuvent envahir un petit pays, ils ne peuvent l'occuper indéfiniment car ils s'enliseront fatalement dans leur propre guerre d'agression.

Bien qu'ils soient parfaitement conscients de tout cela, les dirigeants de Hanoi font tout néanmoins pour mettre en pratique la théorie du "mensonge flagrant" de Goebbels (Ministre nazi de la propagande) en ce qui concerne le problème kampuchéen. Même avant l'invasion de grande envergure du Kampuchea à la fin de décembre 1978 et jusqu'à présent, combien de fois la communauté internationale a-t-elle dénoncé leurs mensonges? Pourtant, cela ne les a jamais dissuadés d'appliquer la théorie de Goebbels avec la complicité de partisans, proches ou lointains, avec qui ils ont des intérêts communs.

La communauté internationale croit-elle ou non ces mensonges savamment fabriqués et cette propagande trompeuse des dirigeants vietnamiens et de leurs partisans au sujet du problème kampuchéen et du Kampuchea démocratique et de ses dirigeants? Quelles sont les raisons ou les preuves qui permettent ou non de les croire?

Le fait qu'au bout de près de 10 ans d'occupation, ils ne parviennent toujours pas à contrôler le Kampuchea, qu'ils se trouvent dans une grave impasse sur le champ de bataille au Kampuchea, qu'ils font face à d'extrêmes difficultés à l'intérieur même du Viet Nam et qu'ils sont très isolés sur la scène mondiale montre, sans l'ombre d'un doute, qu'ils ne peuvent pas s'en tirer en appliquant la théorie de Goebbels, et ce, pour les raisons suivantes :

#### Premièrement : Le droit international

- L'écrasante majorité des peuples et pays du monde ont condamné et continuent de condamner l'invasion et l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam.

- Elle appuie sans réserve les principes du droit international et les cinq principes de la coexistence pacifique. Mais avant tout, presque tous les pays de taille moyenne ou modeste redoutent des actes d'agression et d'expansion de la part d'une puissance importante ou moyenne ou d'un grand pays. C'est pourquoi ils défendent vigoureusement les principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, et ce, malgré tous les efforts faits par les agresseurs, vietnamiens ou autres, pour tenter de les convaincre de changer d'avis. Dans le cas du Kampuchea, ils ont même carrément dit aux dirigeants vietnamiens "vous êtes les agresseurs au Kampuchea, vous devez retirer toutes vos forces d'agression de ce pays".

Ceci constitue une proclamation claire et nette de la communauté internationale et, en particulier, de la majorité écrasante des pays du tiers monde qui s'en tiennent à leur position de principe. Ils défendent véritablement la justice et le respect des principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations Unies. Ils ont parfaitement vu ce qu'il en était et n'ont pas confondu l'agresseur avec l'agressé. Pour eux, les principes susmentionnés ne pourront jamais faire l'objet de compromis ou de concessions.

#### Deuxièmement : Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Au cours des neuf dernières années, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, par une immense majorité qui va croissant, des résolutions sur la situation au Kampuchea demandant le retrait de toutes les forces étrangères (vietnamiennes) de ce pays.

La résolution relative au Kampuchea a recueilli 91 voix en 1979 puis 97 en 1980, 100 en 1981, 105 en 1982 et 1983, 110 en 1984, 114 en 1985, 115 en 1986 et 117 en 1987.

Ainsi, l'Organisation des Nations Unies, qui est l'instance mondiale suprême, a, d'une part, désigné les Vietnamiens comme étant les agresseurs au Kampuchea et, de l'autre, leur a demandé de retirer toutes leurs forces d'agression du

Kampuchea. Ces 117 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont condamné l'agression et l'occupation au Kampuchea, en violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies, par les dirigeants de Hanoi qui doivent être mis au banc des accusés et poursuivis. La situation est très claire. Les autorités de Hanoi et leurs partisans ont beau essayer de se livrer à des manoeuvres de supercherie et de diversion, la communauté internationale s'en tient aux faits.

Troisièmement : De qui les autorités de Hanoi ont-elles peur au Kampuchea?

En premier lieu, les agresseurs vietnamiens ont peur de leurs adversaires sur le champ de bataille, qui les ont plongés dans une impasse inextricable au Kampuchea. Qui sont-ils? C'est le peuple kampuchéen uni dans l'âpre lutte qu'il mène pour la libération nationale et contre les agresseurs vietnamiens depuis près de 10 ans dans tous les domaines interdépendants : militaire, politique, économique, psychologique et propagande. Cette lutte regroupe évidemment toutes les forces patriotiques kampuchéennes. Cependant, les agresseurs vietnamiens considèrent que, de toutes ces forces patriotiques, le Kampuchea démocratique et ses dirigeants jouent un rôle important puisqu'ils se tiennent aux côtés du peuple kampuchéen et le guident dans sa lutte visant à épuiser les ressources du Viet Nam dans la guerre d'agression qu'il mène contre le Kampuchea. De ce fait, les agresseurs vietnamiens se heurtent à des difficultés tellement insurmontables dans tous les domaines qu'ils admettent qu'ils s'acheminent irrémédiablement vers la défaite finale à l'instar d'autres agresseurs dans l'histoire du monde.

Cela témoigne du fait que le Kampuchea démocratique et ses dirigeants partagent les heurts et malheurs du peuple et de la nation kampuchéens et jouissent du soutien de la population dans la lutte extrêmement âpre pour la libération nationale qu'ils mènent depuis maintenant près de 10 ans. Les habitants du monde entier et, en particulier, les pays et peuples épris de paix et de justice, savent très bien que si le Kampuchea démocratique et ses dirigeants ne jouissaient pas du soutien populaire, il leur serait certainement impossible de poursuivre une lutte aussi longue et aussi acharnée qui a plongé l'agresseur vietnamien dans un bourbier inextricable. L'histoire ancienne et récente montre que certains pays ont été annexés ou absorbés par d'autres parce que :

- Les peuples de ces pays n'ont pas lutté;
- Il n'existait pas de forces dirigeantes capables de mobiliser ces peuples pour la lutte de libération nationale.

Le Viet Nam et ses partisans ne disposent d'aucun argument pour démonter cette analyse logique élémentaire et tromper l'opinion et la conscience du peuple kampuchéen et de ceux du monde entier.

(Un autre facteur très important est l'assistance et le soutien de la communauté internationale dont le peuple kampuchéen se souviendra toujours avec une profonde gratitude.)

III. Les dirigeants de Hanoi et les traîtres installés à Phnom Penh par les Vietnamiens sont des criminels de la pire espèce et sont responsables du génocide des peuples kampuchéen et vietnamien

Les agresseurs vietnamiens ont fait l'impossible, par le biais de leur campagne de propagande, pour se faire passer pour innocents, allant jusqu'à accuser (sic) le Kampuchea démocratique et ses dirigeants afin de dissimuler leur occupation continue du Kampuchea. En fait, comme on l'a vu précédemment, ce sont les dirigeants de Hanoi et leurs fantoches de Phnom Penh qui doivent être poursuivis et condamnés, et ce, pour deux raisons : pour leurs crimes de guerre et pour leur génocide des peuples kampuchéen et vietnamien. Ils sont les Hitler de l'Asie du Sud-Est et font planer une menace continue sur les pays et les peuples de la région. Les dirigeants de Hanoi n'ont par conséquent aucun droit de passer jugement sur le Kampuchea démocratique et ses dirigeants.

Petit pays, faible et peu peuplé, le Kampuchea démocratique aspire avant tout à la paix et à la coexistence pacifique avec le Viet Nam et son peuple, ainsi qu'avec les autres pays voisins afin de pouvoir se consacrer à sa propre réédification et améliorer les conditions de vie de son peuple. Il ne s'est jamais livré à aucun acte d'agression à l'encontre d'un pays voisin quel qu'il soit, ni empiété sur la moindre partie de son territoire, ni ne l'a menacé par des moyens militaires, politiques, propagandistes, psychologiques ou économiques. Alors que les autorités de Hanoi ont envoyé plusieurs centaines de milliers de leurs soldats envahir et occuper le Kampuchea et ont infligé au peuple kampuchéen des pertes, des souffrances et des épreuves sans précédent, le Kampuchea démocratique s'est toujours montré disposé à rechercher un règlement politique du problème kampuchéen et à vivre en paix avec le peuple vietnamien. C'est dans cet esprit de bonne volonté que le Kampuchea démocratique n'a cessé d'insister pour qu'un traité de paix et de non-agression soit conclu entre le Viet Nam et le Kampuchea. Le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique a publié, le 17 mars 1986, un plan de paix en huit points suivi, le 25 juin 1986, d'une proposition en quatre points. Tout récemment, le 15 août 1988, le Kampuchea démocratique a fait une nouvelle proposition en vue d'un règlement global du problème kampuchéen. Il a même accepté de renoncer à demander des dommages de guerre si les autorités de Hanoi acceptaient un règlement politique du problème kampuchéen et retireraient toutes leurs forces d'agression du Kampuchea.

Malgré la bonne volonté du Kampuchea démocratique, les dirigeants de Hanoi s'obstinent toujours à poursuivre leur stratégie de "Fédération indochinoise", leur occupation du Kampuchea, leurs manœuvres militaires et politiques et leur campagne de diffamation visant à éliminer le Kampuchea démocratique et ses dirigeants. C'est ce qui a amené les dirigeants de Hanoi et leurs partisans à demander tantôt la disparition en bloc du Kampuchea démocratique, tantôt l'élimination de ses seuls dirigeants. Hanoi a également exigé, selon son humeur, le départ de 200, 20 ou quelques dirigeants. On peut se demander ce qu'il en serait du droit international si les autorités de Hanoi étaient à même d'imposer leur volonté à ce sujet. Que se passe-t-il lorsqu'un pays tente d'infléchir par la force la destinée d'un autre pays plus petit et plus faible? Et s'il en est ainsi, qu'advient-il de la paix et de la sécurité mondiales? Jamais les pays et les peuples du monde (à l'exception, bien sûr, des dirigeants de Hanoi et de leurs partisans) ne toléreront de telles pratiques auxquelles ils s'opposent résolument.

Le Kampuchea démocratique souhaite saisir cette occasion pour indiquer clairement à l'opinion publique nationale et mondiale que si les dirigeants de Hanoi s'obstinent à vouloir faire disparaître le Kampuchea démocratique et ses dirigeants, le Kampuchea démocratique se réserve le droit de leur rendre la monnaie de leur pièce et, se présentant en tant qu'accusateur face au monde entier, de dresser une liste des dirigeants de Hanoi qui doivent être éliminés. Cette liste sera publiée en temps opportun, si nécessaire.

Aucun répit ne s'annonce dans la guerre d'agression et d'occupation à laquelle les autorités de Hanoi se livrent au Kampuchea depuis presque 10 ans. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ont demandé à ces dernières d'accepter un règlement politique du problème kampuchéen en retirant toutes leurs forces d'agression du Kampuchea de façon à ce que le peuple kampuchéen puisse exercer son droit à l'autodétermination. Cette invitation est restée sans réponse de la part des autorités de Hanoi, qui poursuivent sans relâche leurs manoeuvres trompeuses et réunissent leurs partisans en vue de créer un nouveau "Munich" à propos du problème du Kampuchea. Les autorités de Hanoi n'ont cessé d'invoquer toutes sortes de prétextes pour continuer à occuper le Kampuchea et essayer de l'annexer à leur "Fédération indochinoise". Tout cela montre clairement qu'elles n'ont pas modifié d'un iota leur objectif premier. Leurs prétendues dénégations ne sont que mensonges.

Dans ces conditions, le Kampuchea démocratique, le peuple kampuchéen et les patriotes kampuchéens, qu'ils soient dans leur pays et à l'étranger, n'ont pas d'autre solution que de poursuivre la lutte qu'ils mènent pour libérer leur patrie de l'emprise des agresseurs vietnamiens. La communauté mondiale ne peut de son côté que continuer à soutenir et appuyer la lutte du peuple kampuchéen et intensifier ses pressions sur les dirigeants de Hanoi jusqu'à ce qu'ils acceptent un règlement politique du problème kampuchéen en retirant toutes leurs forces d'occupation du Kampuchea, afin que le peuple kampuchéen puisse exercer son droit à l'autodétermination. La communauté mondiale considère que c'est le seul moyen d'empêcher les dirigeants de Hanoi de mettre en oeuvre leur stratégie visant à créer une petite, moyenne et grande "Fédération indochinoise", qui représente un très grave danger pour l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Pacifique.

Quatrièmement : Les dirigeants de Hanoi doivent être jugés sur leur politique extérieure et intérieure

Leur politique extérieure est la suivante :

- a) Réaliser leur plan de "Fédération indochinoise" petite, moyenne et grande;
- b) Absorber le Laos, depuis 1954 et, en particulier, grâce au traité de 1977 entre le Viet Nam et le Laos abolissant les frontières nationales entre les deux pays;
- c) Envoyer plusieurs centaines de milliers de soldats pour envahir le Kampuchea, comme ils l'ont fait à la fin du mois de décembre 1978, et continuer d'occuper ce pays;



d) Depuis près de 10 ans qu'ils occupent le Kampuchea, les agresseurs vietnamiens font peser en permanence une menace sur la paix, la sécurité et la stabilité de l'Asie du Sud-Est;

e) Le Viet Nam a permis à l'Union soviétique d'installer des bases stratégiques militaires navales et aériennes à Cam Ranh et à Danang, qui sont des tremplins utilisés par l'Union soviétique pour exercer et étendre sa puissance dans cette région et au-delà;

f) Le Viet Nam est devenu, en vertu du traité militaire qu'il a conclu avec l'Union soviétique en novembre 1978, un avant-poste du socialisme du bloc soviétique dans la mise en oeuvre de sa propre stratégie expansionniste dans la région et de la stratégie mondiale de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est et en Asie et dans le Pacifique.

Dans le discours prononcé à Vladivostok en juillet 1986, Gorbatchev table également sur ce traité entre le Viet Nam et l'Union soviétique et sur les bases militaires de Cam Ranh et de Danang, qui sont des éléments importants de la stratégie soviétique en Asie et dans le Pacifique.

Quelle est la politique de Hanoi au Viet Nam même?

Les dirigeants de Hanoi appliquent une politique fasciste dans leur pays. Combien de centaines de milliers de Vietnamiens ont-ils arrêtés et emprisonnés? Combien de centaines de milliers de jeunes Vietnamiens ont-il envoyés comme chair à canon dans leur guerre d'agression au Kampuchea? Combien de millions de Vietnamiens ont souffert de la famine? Combien d'autres millions n'ont pas assez à manger? Combien de centaines de milliers de Vietnamiens ont été victimes de la prétendue nouvelle zone économique? Combien de centaines de milliers de Vietnamiens ont dû fuir leur patrie? Parmi ces derniers, combien de dizaines de milliers de réfugiés partis en bateau ont péri, de façon tragique, en mer chaque année?

En outre, combien de souffrances et de tragédies les Khmer-Krom (les Kampuchéens vivant dans leur terre ancestrale dans l'ancien Kampuchea du Sud, qui est aujourd'hui le sud du Viet Nam) ont-ils endurées du fait de la politique fasciste de Hanoi? Quelle est l'étendue des crimes de génocide commis par les dirigeants de Hanoi contre les populations autochtones telles que les Nong, les Rader et les Charay qui vivent dans la région montagneuse du centre du Viet Nam?

Voilà concrètement le bilan de la politique fasciste que les dirigeants de Hanoi mènent depuis 1975 et qu'ils continuent d'appliquer tous les jours.

En conséquence, comment et dans quelle mesure doivent-ils être condamnés pour leur politique extérieure et intérieure que l'on vient de décrire? Ils doivent être condamnés pour leurs crimes de guerre contre le Kampuchea et son peuple et pour leurs actes criminels contre le peuple vietnamien.

Quant aux fantoches installés à Phnom Penh par les Vietnamiens après leur invasion et leur occupation du Kampuchea, qui sont-ils? Ce sont ceux qui ont collaboré avec les agresseurs vietnamiens à la mise en oeuvre de leur politique d'extermination de la nation et du peuple kampuchéens. En conséquence, ils doivent également être poursuivis et condamnés pour les crimes qu'ils ont commis au cours de la collaboration avec les agresseurs vietnamiens qui dure depuis près de 10 ans. Le peuple kampuchéen tout entier, au Kampuchea et à l'étranger, les a déjà condamnés en tant que traîtres à la patrie et en tant que laquais à la solde des agresseurs vietnamiens. L'histoire contemporaine et future du Kampuchea consignera ce fait incontestable.

-----